

Plan Général de Coordination



24. rue Balzac BP 823 CEDEX
26008 Valence CEDEX

Chantier

Construction de 22 logements
« les KIWIS II reflets d'eau »
22 Quai de la Libération
TAIN L'hermitage



D.A.C

COORDINATION S.P.S.

Patrick Courtier de Vesles

19,BD Michel Servet

26100 Romans

Tél/ 06 77 74 64 57

DATE ET INDICE	REDACTEUR
Indice A au 02/07/2024	COURTIER de Vesles

PRINCIPES GENERAUX DE LA PREVENTION

*Code du travail Article L4121-2
A respecter par tous les intervenants*

EVITER LES RISQUES

EVALUER LES RISQUES INEVITABLES

COMBATTRE LES RISQUES A LA SOURCE

ADAPTER LE TRAVAIL A L'HOMME

TENIR COMPTE DE L'EVOLUTION DES TECHNIQUES

***REEMPLACER CE QUI EST DANGEREUX PAR CE QUI NE L'EST PAS
OU MOINS***

PLANIFIER LA PREVENTION

***PRENDRE DES MESURES DE PROTECTION COLLECTIVE EN
PRIORITE SUR LA PROTECTION INDIVIDUELLE***

DONNER DES INSTRUCTIONS APPROPRIEES

SOMMAIRE

1	RENSEIGNEMENTS ADMINISTRATIFS GENERAUX DU CHANTIER.....	5
1.1	Pilotes du projet.....	5
1.2	Liste des Entreprises.....	6
	Renseignements généraux	7
2	MESURES D'ORGANISATION GENERALES DU CHANTIER ARRETEES PAR LE MAITRE D'OUVRAGE EN CONCERTATION AVEC LE COORDONNATEUR	8
2.1	DESCRIPTION DE L'OUVRAGE.....	8
2.2	ENVIRONNEMENT ET DES SERVITUDES	8
2.3	Environnement chantier.....	8
2.4	Sujétions liées au site	9
2.5	ACCES AU CHANTIER	9
2.5.1	Accès engins et véhicules	9
2.5.2	Accès personnel.....	9
2.6	Communication et secours.....	10
3	MESURES DE COORDINATION.....	10
3.4	ZONES DE DEPLACEMENT OU DE CIRCULATION.....	10
3.4.1	Circulation horizontale	10
3.5	MANUTENTION DES MATERIAUX ET MATERIELS, UTILISATION DES ENGINS DE LEVAGE.....	11
3.5.1	Engin de levage.....	11
3.5.2	Levage et manutention	11
3.6	STOCKAGE ET CONDITIONS D'ENLEVEMENT DES MATERIAUX, DECHETS.....	11
3.7	PROTECTIONS COLLECTIVES	12
3.8	ELECTRICITE DE CHANTIER	12
3.9	MESURES PRISES EN MATIERE D'INTERACTION SUR LE SITE	13
3.10	CONDITIONS DE TRAVAIL	13
3.10.1	Bruit.....	13
3.10.2	Poussières.....	13
3.10.3	Manutentions manuelles.....	14
3.11	TRAVAUX SPECIFIQUES OU DANGEREUX.....	14
4	SUJETIONS DECOULANT DES INTERFERENCES AVEC DES ACTIVITES D'EXPLOITATION SUR LE SITE A L'INTERIEUR OU A PROXIMITE DUQUEL EST IMPLANTE LE CHANTIER	14
4.4	ACTIVITES LIMITOPHES	14
4.5	CIRCULATION LIMITROPHE	14
5	ORGANISATION GENERALE DU CHANTIER ET MAINTIEN DE LA SALUBRITE	15
5.4	BASE DE VIE.....	15
5.4.1	Installations de chantier communes	15
5.4.2	PLAN D'INSTALLATION DE CHANTIER	15

5.4.3	NETTOYAGE DES INSTALLATIONS	15
5.5	NETTOYAGE DU CHANTIER.....	16
5.6	DECOMPOSITION DES ROLES ET DES CHARGES DU CHANTIER.....	17
6	SECOURS ET EVACUATION DU PERSONNEL ET ORGANISATION CONTRE LES RISQUES D'INCENDIE	21
6.4	ORGANISATION DES SECOURS	21
6.5	SAUVETEURS SECOURISTES DU TRAVAIL.....	21
6.6	INCENDIE.....	21
6.6.1	Prévention	21
6.6.2	Organisation de la protection incendie	21
6.7	CONDUITE A TENIR EN CAS D'ACCIDENT	22
	AFFICHE A INSTALLER DANS LES INSTALLATIONS DE CHANTIER	23
7	COOPERATION ENTRE LES ENTREPRENEURS, LES EMPLOYEURS OU TRAVAILLEURS INDEPENDANTS	24
7.4	ENTREPRISES TITULAIRES DES LOTS.....	24
7.4.1	OBLIGATION DE PPSPS.....	24
7.4.2	DEFINITION DU PPSPS	24
7.5	SOUS-TRAITANTS ET TRAVAILLEURS INDEPENDANTS	26
7.6	COOPERATION	27
8	ANNEXES.....	28
8.4	LISTE DES PERSONNELS AMENES A PENETRER SUR LE CHANTIER	28

1 RENSEIGNEMENTS ADMINISTRATIFS GENERAUX DU CHANTIER**1.1 Pilotes du projet**

QUALITE	NOM	ADRESSE	RESPONSABLE	TEL. FAX
Maître d'Ouvrage	VALRIM	240 rue Balzac BP 823 26008 Valence Cedex	M. AUBERT	04 75 44 04 77 04 75 40 91 81
Maître d'œuvre	TRAVERSIER	Chemin de Presles 07800 Charmes sur Rhône	M. BROC	04 75 40 19 01
Coordonnateur Sécurité	D.A.C	19 Bd Michel Servet 26100 Romans	M. COURTIER DE VESLES	06 77 74 64 57

1.2 Liste des Entreprises

LOT	NOM	ADRESSE	RESPONSABLE	TEL.
N°01 Terrassement				
N°02 Fondations spéciales				
N°03 Gros œuvre				
N°04 Etanchéité				
N°05 Menuiseries alu				
N°06 Serrurerie				
N°07 Portes de garages				
N°08 Platrerie isolation				
N°09 Menuiseries bois				
N°10 Isolation chapes				
N°11 Carrelage				
N°12 Peintures revêtements muraux				
N°13 Ascenseurs				
N°14 Enduit de façades				
N°15 Plomberie sanitaires				
N°16 Chauffage ventilation				
N°17 Electricité				

Renseignements généraux

ORGANISME	NOM	ADRESSE	RESPONSABLE	TEL/FAX
TERRITOIRE				
Mairie	Tain	2 av du président Roosevelt	M le Maire	04 75 08 30 32
Services Techniques				
CONCESSIONNAIRES ET SERVICES EXTERIEURS				
EDF / GDF	EDF		M.	0810 333 321 04 75 49 63 63
	GDF		M. M.	0810 433 026 04 75 49 63 63
FRANCE TELECOM				10 14 10 16
ORGANISMES INSTITUTIONNELS DE LA PREVENTION				
OPPBTP		2, place Gailleton 69002 Lyon	M.	04 78 37 36 02 04 78 37 69 23
CARSAT		Avenue Prés. Herriot 26000 Valence	M.	04 75 43 05 06 04 75 42 71 86
INSPECTION DU TRAVAIL		470 av de la Marne 26000 Valence	M.	04 75 4305 06
SERVICES D'URGENCE				
HOPITAL	Valence			04 75 75 75 75
POLICE				17
POMPIERS				18
ANTI POISON	LYON			04.72.11.69.11
ELECTRICITE				0.810.333.321
DIVERS				
METEO				08 92 68 02 26

2 MESURES D'ORGANISATION GENERALES DU CHANTIER ARRETEES PAR LE MAITRE D'OUVRAGE EN CONCERTATION AVEC LE COORDONNATEUR

1. Création de l'accès et terrassements des plateformes
2. installation de chantier
3. Construction des logements
4. vrd

2.1 DESCRIPTION DE L'OUVRAGE

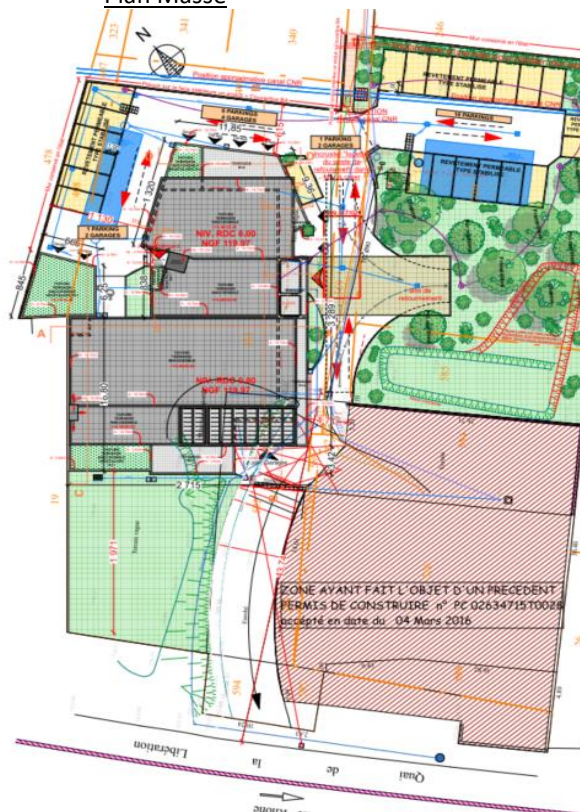
Construction de 22 logements

2.2 ENVIRONNEMENT ET DES SERVITUDES

2.3 Environnement chantier

- L'emprise du chantier se trouve dans la ville de Tain sur les quai . Attention voirie étroite et présence d'arbres avec des branches basses.
- Cette construction fera partie d'un ensemble de constructions sur des tènements contigus
- Les principales caractéristiques climatologiques du site sont les suivantes :
 - fortes pluies à caractère orageux
 - vents parfois violent
 - froid, neige et verglas en hiver

Plan Masse



2.4 Sujétions liées au site

- D.I.C.T.
- Servitudes :
 - Accès riverains
 - Accès pompiers
- Fermeture du chantier « Le Chantier doit être clos et indépendant »
- Respect de la législation sur le bruit.
- Poussières.
- Feux interdits

2.5 ACCES AU CHANTIER

Par le Quai de la liberté , puis la voie commune avec Kiwi I

2.5.1 Accès engins et véhicules

D°

- L'accès et l'entrée au chantier se feront par le quai
- L'accès au chantier sera signalé aux véhicules de livraison par une pancarte «accès livraison chantier « Valrim les KIWI II» distincte du panneau de chantier et du panneau d'information.
- L'entreprise prévoira une guide de manœuvre pour chaque livraison.
- Toute emprise sur les chaussées, toute déviation et généralement toute modification de l'environnement du chantier entraînera la mise en place d'une signalisation adéquate.

2.5.2 Accès personnel

- L'accès du personnel se fera par le même endroit
- Les entreprises prendront toutes les dispositions pour empêcher l'accès de l'emprise des travaux à toute personne étrangère au chantier en veillant à ce que les accès soient fermés.
- L'entreprise établira et adressera au Coordonnateur de Travaux et au Maître d'œuvre la liste des personnes amenées à intervenir sur le site (document en annexe).
- Ceux-ci se réservent le droit de refuser l'accès à toute personne n'ayant pas respecté les consignes de sécurité en vigueur sur le site et celles décrites dans le PGC.

2.6 Communication et secours

Un téléphone de chantier sera mis en place afin de pouvoir contacter les secours. Chaque entreprise devra maintenir en permanence sur le chantier un salarié parlant couramment le Français, pour la communication inter entreprises et pour l'appel des secours.

Si toutefois la couverture GSM était de bonne qualité, l'utilisation de téléphone portable pourrait être envisagé, si toutes les entreprises s'engagent sur l'honneur à fournir à chacun de leur chef d'équipe un téléphone portable. Dans le cas où les entreprises ne respecteraient par leur engagement une installation fixe sera à réaliser à charge du compte prorata.

3 MESURES DE COORDINATION

3.4 ZONES DE DEPLACEMENT OU DE CIRCULATION

3.4.1 Circulation horizontale

- L'étude conjointe, entre le maître d'œuvre et le coordonnateur sécurité, du planning général des travaux permettra d'assurer, en fonction de l'avancement des travaux, l'adaptation concomitante des cheminements piétons, des accès véhicules, des dispositifs de signalisation et le cas échéant de l'éclairage de circulation.
- Les zones de circulation piétonne seront clairement balisées et séparées des aires de stockage par des barrières de type « chantier propre ».

3.1.2. Circulation verticale

- L'entreprise « gros œuvre » privilégiera, dans sa méthode de construction, la mise en place des escaliers définitifs à l'avancement ou à défaut mettra en place des escaliers provisoires jusqu'à la pose des escaliers définitifs.
- L'entreprise « électricité » mettra en place 5 coffrets électriques soit un bâtiment et par niveau pour permettre aux entreprises d'utiliser du petit matériel portatif et de mettre un éclairage de circulation.
- Pour les travaux à l'intérieur des logements, l'entreprise veillera à ne pas encombrer, ni salir, les endroits de passage et de circulation tels que couloirs, escaliers et autres.

3.5 MANUTENTION DES MATERIAUX ET MATERIELS, UTILISATION DES ENGINS DE LEVAGE

3.5.1 Engin de levage

- L'entreprise de gros œuvre étudiera en fonction de son matériel l'emplacement de la grue.
- La grue sera conforme à la réglementation en vigueur (y compris la recommandation CNAM du 4 juin 1998 : anémomètre et système de contrôle permanent par voyants lumineux de la vitesse du vent ainsi que 2 seuils de vitesse préétablis pour le déclenchement des alarmes à 50 et 72 Km/h).
- La grue sera équipée d'un dispositif limiteur de rayon de levage pour éviter le survol, des voies et des habitations, en charge.
- Les engins de levage et les grues (déchargement) seront conformes à la réglementation en vigueur.
- Demander l'accord du coordonnateur avant l'installation et/ou l'utilisation d'un appareil de levage sur le chantier

3.5.2 Levage et manutention

- Mise en place d'un guide de manœuvre nommément désigné qui fera évacuer la zone sous l'aire de levage.
- Utilisation de caissons clos pour la manutention du matériel.
- Prévoir un élingueur confirmé pour les opérations d'élingage.
- Tout projet d'installation de treuil, console ou autre moyen de levage doit être soumis à un accord préalable du coordonnateur.

Pour information : 45% des accidents liés à l'utilisation d'une grue sont dus à la chute de la charge (mauvais élingage, mauvais colissage des charges, non utilisation de caisson de manutention, etc....).

3.6 STOCKAGE ET CONDITIONS D'ENLEVEMENT DES MATERIAUX, DECHETS.

- La délimitation des zones de stockage sera définie en fonction de l'avancement du chantier selon les besoins des entreprises.
- Balisage des zones de stockage avec des barrières de type «chantier propre ». Néanmoins en règle générale, il n'est pas prévu de zone de stockage «tampon »
- Les déchets et gravats seront triés et évacués au fur et à mesure,
- Tri et évacuation à la charge de chaque entreprise (exceptés les déchets spécifiques). Les matériaux seront amenés vers des décharges adéquates à leur nature.
- Pour les approvisionnements entreposés directement sur des postes de travail ou dans leur voisinage immédiat l'entreprise veillera à ne pas créer d'encombrements susceptibles d'entraver les activités sur les postes de travail et le déplacement des personnes.

3.7 PROTECTIONS COLLECTIVES

- Les protections collectives seront mises en place et entretenues par l'entreprise de gros oeuvre. Mais cela ne dispense nullement les entreprises génératrices d'un risque, pour les autres intervenants ou visiteurs, de l'obligation de mettre en place des protections et de veiller au maintien et à l'entretien de celles-ci.
- L'entreprise gros œuvre devra munir de protections collectives provisoires les trémies et les ouvertures. Les protections sur les escaliers seront fixées sur les côtés pour qu'elles puissent rester jusqu'à la pose des protections définitives comme suit :



- L'entreprise de couverture étanchéité mettra en place des protections collectives avec lisses et filet micro mailles sur le pourtour des toitures. Elles fourniront à chaque travailleur pour la pose, la dépose des filets et chaque fois qu'il y a risque de chute un baudrier ou un harnais conforme à la norme NF EN 363. Ces protections devront restées en place jusqu'à la fin des interventions en toiture.
- Chaque entreprise mettra en place un balisage et une condamnation (avec des barrières de type «chantier propre») de la zone au droit de l'aire de travail pour les travaux superposés ou en hauteur.
- Tout intervenant dont l'intervention nécessite l'enlèvement des protections mises en place doit prévoir un équipement de remplacement adapté à la réalisation de ses travaux et garantissant une protection efficace et en assure la maintenance jusqu'à la fin des travaux.
- L'entreprise de gros œuvre mettra en place à minima une recette à matériaux par niveau et ce jusqu'à la fin des grosses livraisons (placo/ carrelage).

3.8 ELECTRICITE DE CHANTIER

- L'entreprise «gros œuvre» fournira une armoire de chantier alimentée et dont la puissance est adaptée aux besoins du chantier :
- Départs pour le lot gros œuvre
- Départs pour coffrets de chantier interentreprises
- L'entreprise «électricité» fournira :

6 coffrets de chantier interentreprises, équipé de 3 PC mono avec protection différentiel 30 mA,.
Rendant accessible toute zone de travail avec une rallonge d'un maximum de 25 mètres

- L'entretien et la maintenance des installations sont à la charge des entreprises concernées.
- Les installations électriques seront contrôlées par un organisme agréé.
- Les armoires et coffrets doivent être maintenus fermés en permanence.

3.9 MESURES PRISES EN MATIERE D'INTERACTION SUR LE SITE

- Une harmonisation du planning des travaux à venir aura lieu à chaque réunion de chantier
- Le coordonnateur pourra imposer à l'entreprise l'obligation de laisser les structures en place en fonction de l'enchaînement des tâches.
- Toutes les dispositions prises en réunion de chantier, afin d'interdire les travaux superposés présentant des risques du fait de la co-activité de corps d'état différents, telles que le décalage des travaux ou la mise en place de protections spécifiques pour prévenir les risques dus aux chutes d'objets (auvents, interdiction matérielle d'accès de certaines zones, etc.) seront à la charge de l'entreprise génératrice du risque.

3.10 CONDITIONS DE TRAVAIL

3.10.1 Bruit

Tous les travaux susceptibles de créer une gêne auditive devront être réalisés dans des créneaux horaires définis avec le Maître d'oeuvre.

Tous les appareils du genre compresseur, groupe électrogène, recensés par la législation devront être insonorisés et en porter la mention. Les documents justifiant de la conformité du matériel avec la réglementation relative à la lutte contre le bruit seront tenus à la disposition des organismes de contrôle.

Pour que la protection individuelle soit efficace, il est nécessaire qu'elle soit portée 100 % du temps.

A partir de 90 dB(A), l'employeur est tenu d'établir un programme de mesures en vue de réduire le bruit. Dans l'attente de la réduction du bruit à la source, **le port des protecteurs individuels est OBLIGATOIRE.**

3.10.2 Poussières

Chaque entreprise qui créera de la poussière prendra toutes les dispositions pour éviter toutes nuisances provoquées par la poussière : arrosage, polyane...

3.10.3 Manutentions manuelles

- Le recours à des manutentions manuelles devra dans la mesure du possible être évité.
- Dans le cas où cette disposition ne pourrait pas être appliquée, les opérations de manutention devront être organisées avec des effectifs suffisants ayant reçu une formation spécifique aux gestes et aux postures et équipé des protections individuelles réglementaires.
- Les opérations de manutention prévisibles devront être mentionnées dans le PPSPS.

3.11 TRAVAUX SPECIFIQUES OU DANGEREUX

Pour tous travaux de mise en œuvre de colles, résines, peintures, mousses de polyuréthane, etc. ..., l'entreprise est tenue de faire une communication préalable, au coordonnateur SPS, des fiches de données de sécurité, règles de stockage, ventilation des lieux de travail et de stockage, etc....

4 SUJETS DECOULANT DES INTERFERENCES AVEC DES ACTIVITES D'EXPLOITATION SUR LE SITE A L'INTERIEUR OU A PROXIMITE DUQUEL EST IMPLANTE LE CHANTIER

4.4 ACTIVITES LIMITOPHES

- Maisons/ Immeubles d'habitations,

Photo du site



4.5 CIRCULATION LIMITROPHE

- Respect du code de la route et des diverses signalisations mises en place.
- Garder les chaussées propres : balayage si nécessaire...

5 ORGANISATION GENERALE DU CHANTIER ET MAINTIEN DE LA SALUBRITE

5.4 BASE DE VIE

5.4.1 Installations de chantier communes

- L'entreprise "gros œuvre" mettra à disposition des entreprises et pendant toute la durée du chantier les installations suivantes :
 - Bloc sanitaire avec 1 urinoir, 1 cabinet d'aisance et 1 douche + savon et papier hygiénique
 - Réfectoire chauffé avec évier avec eau chaude , frigo , micro-ondes et tables + 12 chaises + eau chaude/froide
 - Celui-ci pourra servir de bureau de chantier, et devra être toujours propre et spécialement nettoyé le jour du rdv de chantier (décret du 8 janvier 1965)
 - Vestiaires chauffés avec armoires vestiaires pour 15 personnes (décret du 8 janvier 1965)
 - Tél. de chantier libre d'accès pour les numéros de secours
 - Tableau d'affichage
 - Entretien et raccordement de ces installations

Attention un sanitaire complémentaire sera demandé en cas de présence féminine.

5.4.2 PLAN D'INSTALLATION DE CHANTIER

Le lot Gros œuvre fournira :

- Un plan définissant l'emplacement des installations des locaux privatifs tels que bureaux de chantier, containers, etc. : l'entreprise étudiera avec le coordonnateur les différentes possibilités d'occupation de cet emplacement selon l'avancement du chantier. Les éventuels déménagements seront à la charge de l'entreprise concernée.

5.4.3 NETTOYAGE DES INSTALLATIONS

Le nettoyage des parties et installations communes sera assuré par l'entreprise gros œuvre, il sera exigé un nettoyage Hebdomadaire par une entreprise spécialisée à charge du compte prorata, avec affichage des passages. Le nettoyage journalier sera assuré par les présents .

Dans le cas où les mesures de nettoyage ne seraient pas respectées, le coordonnateur, après avis du maître d'ouvrage, pourra faire réaliser tous nettoyages à la charge de l'entreprise identifiée ou à défaut à la charge du compte prorata

5.5 NETTOYAGE DU CHANTIER

- Chaque entreprise assumera l'enlèvement de ses gravois et mettra en place des bennes pour le tri et l'évacuation de ses déchets
- Chaque entreprise triera et évacuera ses propres déchets et nettoiera sa zone de travail.
- Le nettoyage des abords du chantier sera assuré par l'entreprise « gros œuvre » ou à défaut par l'entreprise génératrice de la nuisance quand celle-ci est clairement désignée.
- Les mesures telles que le passage d'une balayeuse..., pourront être imposées par le coordonnateur et à la charge de l'entreprise désignée par celui-ci.
- Dans le cas où les mesures de nettoyage ne seraient pas respectées, le coordonnateur, après avis du maître d'ouvrage, pourra faire réaliser tous nettoyage ou enlèvement de gravois à la charge de l'entreprise identifiée ou à défaut à la charge du compte prorata

5.6 DECOMPOSITION DES ROLES ET DES CHARGES DU CHANTIER

LIBELLE DEPENSES	EQUIPEMENT FOURNITURE MISE EN PLACE		ENTRETIEN CONSOMMATION	
	EXECUTION	IMPUTATION	EXECUTION	IMPUTATION
<u>INSTALLATIONS CANTONNEMENTS</u>				
• Blocs sanitaires avec 1 urinoir, 1 cabinet d'aisance et une douche et savon et papier hygiénique.	Gros œuvre	Gros œuvre	Gros œuvre peinture	Prorata
• Réfectoires chauffés avec chauffe gamelles, garde manger et tables + 12 chaises et eau chaude.	Gros œuvre	Gros œuvre	Gros œuvre	Prorata
• Vestiaires chauffés avec armoire vestiaires pour 12 personnes.	Gros œuvre	Gros œuvre	Gros œuvre Peinture	Prorata
• Téléphone de chantier libre d'accès pour les numéros de secours	Gros œuvre	Prorata	Gros œuvre	Prorata
• Panneau de chantier, tableau d'affichage	Gros œuvre	Gros œuvre	Gros œuvre	Gros oeuvre
• Plan des installations	Gros œuvre	Gros œuvre	Gros œuvre	Gros oeuvre
• Entretien et raccordement de ces installations.	Gros œuvre	Gros œuvre		
• Repli des installations	Gros œuvre	Gros œuvre		

Les dépenses à usage collectif non prévues dans le tableau seront régies par un compte prorata (convention 95)

LIBELLE DEPENSES	EQUIPEMENT FOURNITURE		ENTRETIEN CONSOMMATION	
	EXECUTION	IMPUTATION	EXECUTION	IMPUTATION
<u>VRD</u>				
• Branchement provisoire du bloc sanitaire à l'égout	Gros œuvre	Gros œuvre	Gros œuvre	Prorata
• Branchement provisoire d'eau potable	Gros œuvre	Gros œuvre	Gros œuvre	Prorata
• 1 point d'eau	Gros œuvre	Gros œuvre	Gros œuvre	Prorata
• Branchement provisoire d'électricité sur armoire générale	Electricité courant fort	Electricité courant fort	Electricité courant fort	Electricité courant fort
<u>ELECTRICITE</u>				
• 1 coffret général avec alimentation de la grue et départs vers les coffrets de chantier	Gros œuvre	Gros œuvre	Gros œuvre	Prorata
• 5 coffrets de chantier équipés de 3 PC 220 mono avec protection différentiel 30 mA,	Electricité courant fort	Electricité courant fort	Electricité courant fort	Prorata
<u>PROTECTIONS COLLECTIVES</u>				
• Garde-corps et filets micro-maillages en rive sur tout le pourtour pour les travaux de toitures et terrasses	Etanchéité/Charpente	Etanchéité/charpente	Etanchéité/charpente	Etanchéité/charpente
• Barrières type «chantier propre » pour balisage des zones au droit des aires de travail	Entreprise	Entreprise	Entreprise	Entreprise
• Protection fers en attente et objets en saillie	Gros œuvre	Gros œuvre	Gros œuvre	Gros œuvre
• Escaliers provisoires	Gros œuvre	Gros œuvre	Gros œuvre	Gros œuvre
• Platelages et garde-corps sur toutes les trémies et ouvertures, mise en place de protections fixées sur le côté des escaliers	Gros œuvre	Gros œuvre	Gros œuvre	Gros œuvre
• Mise à disposition de la grue pour levage et manutention matériel des corps d'état secondaires, dans un délai maximal de 10 jours après son intervention	Gros œuvre	Gros œuvre	Gros œuvre	Entreprises utilisatrices

LIBELLE DEPENSES	EQUIPEMENT FOURNITURE		ENTRETIEN CONSOMMATION	
	EXECUTION	IMPUTATION	EXECUTION	IMPUTATION
<u>AMENAGEMENT COLLECTIFS</u>				
<ul style="list-style-type: none"> Portail cadénassable + double des clés à chaque intervenant (accès chantier), clôture de l'ensemble de l'emprise 	Gros œuvre	Gros œuvre	Gros œuvre peinture	Prorata Prorata
<ul style="list-style-type: none"> Réalisation d'une palissade (barrières de type Héras) Le long de la voirie. Une clôture efficace sera tolérée cotés des champs mitoyens 	Gros œuvre	Gros œuvre	Gros œuvre peinture	Prorata Prorata
<ul style="list-style-type: none"> Signalisation et balisage des accès pour livraisons et secours 	Gros œuvre	Gros œuvre	Gros œuvre peinture	Prorata Prorata
<ul style="list-style-type: none"> Signalisation du chantier 	Gros œuvre	Gros œuvre	Gros œuvre peinture	Prorata Prorata
<ul style="list-style-type: none"> Balisage avec barrières «canards volants » ou «chantier propre » des aires de stockage 	Entreprise	Entreprise	peinture Entreprise	Prorata Entreprise
<ul style="list-style-type: none"> Mise en place d'extincteurs 	Entreprise	Entreprise	Entreprise	Entreprise
<u>DIVERS</u>				
<ul style="list-style-type: none"> Nettoyage du chantier 	Gros œuvre	Gros œuvre	Gros œuvre placo peinture	Prorata Prorata Prorata
<ul style="list-style-type: none"> Nettoyage final intérieur 	Peinture	Peinture	Peinture	Peinture
<ul style="list-style-type: none"> Déchetterie comportant : benne pour déchets inertes, benne pour cartons, benne pour matières plastiques, benne pour déchets métalliques et benne pour déchets électrique. 	Gros œuvre	prorata	Gros œuvre peinture	Prorata
<ul style="list-style-type: none"> DICT – Arrêtés municipaux 	Gros œuvre VRD	Gros œuvre VRD	Gros œuvre VRD	Gros œuvre VRD
<ul style="list-style-type: none"> Port obligatoire des protections individuelles (casques, chaussures de sécurité, gants, harnais, etc.) 	Entreprise	Entreprise	Entreprise	Entreprise

Cette liste n'est pas exhaustive et chaque entreprise devra prendre en compte, dans son offre, le coût de la sécurité, telle qu'elle est décrite explicitement et sous-entendue implicitement, pour la bonne réalisation du chantier.

6 Analyse des principaux risques

6.4 Risques internes

Chute de hauteur :

Le lot Gros œuvre mettra en place les protections collectives sur les trémies et baies, celles-ci devront être maintenues par l'ensemble des autres corps d'état ou remplacées par des protections équivalentes.

Chaque entreprise mettra en place des échafaudages complets (avec garde-corps) pour toute réalisation de travaux en hauteur.

Chute d'objet : Aucuns travaux superposés ne seront réalisés, le planning des interventions devra être respecté pour éviter le chevauchement de tâches

Echafaudages : chaque entreprise montant un échafaudage devra fournir un pv de réception avant mise en service

6.5 Risques externes

Interactions avec les riverains : les chantiers et les abords devront être physiquement séparés des zones de circulations

Chaque entreprise devra faire sa propre analyse de risques pour compléter cette liste

7 SECOURS ET EVACUATION DU PERSONNEL ET ORGANISATION CONTRE LES RISQUES D'INCENDIE**7.4 ORGANISATION DES SECOURS**

- Il n'y a pas de travail isolé de prévu.
- Chaque personne responsable du chantier s'assurera obligatoirement du bon fonctionnement du téléphone lors de toute intervention sur le chantier.

7.5 SAUVETEURS SECOURISTES DU TRAVAIL

- Pour l'ensemble du chantier, l'entreprise «gros Œuvre » assurera la présence permanente d'un sauveteur Sécurité du Travail. Chaque sauveteur secouriste devra être identifié par un badge spécial (apposé de préférence sur le casque). Après son intervention les entreprises assureront cette prestation.
- L'entrepreneur devra veiller à ce que chaque sauveteur secouriste ait reçu la formation initiale appropriée et complétée annuellement par un recyclage.
- Présence d'une trousse de premiers secours.

7.6 INCENDIE**7.6.1 Prévention**

- Pendant toute la période des travaux, la couverture incendie des différentes emprises de chantier devra être assurée à partir des moyens propres à mettre en place par l'entreprise.
- L'entreprise devra :
 - Faire un inventaire des risques incendie
 - Appliquer la procédure de permis feux (si nécessaire et en fonction des risques potentiels recensés au niveau des postes de travail)
 - Organiser une séance d'information des personnels sur les risques incendie.

7.6.2 Organisation de la protection incendie

- Mise en place par l'entreprise des moyens de protection incendie (extincteurs, seaux, pompes, bacs à sable...) adaptés aux risques recensés :
 - Un extincteur vérifié par poste de travail
 - sur les engins et véhicules de chantier

7.7 CONDUITE A TENIR EN CAS D'ACCIDENT**CONDUITE A TENIR EN CAS D'ACCIDENT**

Accident bénin : 1) Le blessé se fera soigner par l'un des secouristes présents sur le chantier, à l'aide des médicaments : trousse de secours.

2) La victime et le secouriste décideront en fonction de la blessure de la suite à donner: - SAMU
 - Ambulance privée
 - Médecin personnel, etc...

Accident grave : 1) Informer le ou les secouristes de chantier qui, en fonction de l'état du blessé, donneront des renseignements utiles au médecin du SAMU (sans oublier l'adresse du site).

2) Suivre les consignes données sur l'affichette de secours

3) Prévoir un guidage si l'accès du chantier est difficile.

4) Prodiguer au blessé les soins compatibles avec son état.

Accident mortel : 1) Laisser les lieux dans l'état de l'accident.

2) Prévenir immédiatement les services et organismes désignés sur l'affichette de secours.

3) Regrouper le plus de témoins possibles.

EN CAS D'ACCIDENT GRAVE OU MORTEL PREVENIR IMMEDIATEMENT LES PERSONNES SUIVANTES

Coordonnateur Sécurité	M. P. COURTIER DE VESLES	06 77 74 64 57
M. D'Ouvrage	M.AUBERT	04 75 44 04 77
Inspecteur du Travail		04 75 65 57 00
CRAM		04 75 43 05 06
Gendarmerie ou Police		17
OPPBTP		04 78 37 36 02

AFFICHE A INSTALLER DANS LES INSTALLATIONS DE CHANTIER

EN CAS D'ACCIDENT

**Appeler le 18 / le 15 ou
Le 112 depuis un téléphone portable**

1 ICI CHANTIER : VALRIM le reflets d'eau KIWI II « Quai de la Liberté à Tain l'Hermitage »

2 PRECISEZ : - LA NATURE DE L'ACCIDENT

Par exemple : éboulement, asphyxie, chute...

- LA POSITION DU BLESSE : le blessé est sur le toit, il est au sol ou dans une fouille...

- S'IL Y A NECESSITE DE DEGAGEMENT

3 SIGNALEZ LE NOMBRE DES BLESSES ET LEUR ETAT

Par exemple : 2 ouvriers blessés dont un qui saigne beaucoup et un qui ne parle pas.

4 FIXEZ UN POINT DE RENDEZ-VOUS. Envoyez quelqu'un à ce point pour guider les secours.

5 NE PAS RACCROCHER LE PREMIER. Faites répéter le message.

PREVENIR ENSUITE

Insp.Travail	04 75 65 57 00	OPPBTP	04 78 37 36 02
CRAM	04 75 43 05 06	M. d'Ouvrage : M. Aubert	04 75 44 04 77
Sécurité : M. COURTIER	06 77 74 64 57	M. d'oeuvre : Traversier	04 75 44 04 77
		OPC :	04 75

NUMEROS UTILES POUR L'ENCADREMENT

Pompiers	18	EDF Urgence	0 810 333 321
SAMU	15		
Police - gendarmerie	17	Hôpital de Valence	04 75 75 75 75
Météo	08 92 68 02 26	Centre antipoison	04 72 11 69 11

8 COOPERATION ENTRE LES ENTREPRENEURS, LES EMPLOYEURS OU TRAVAILLEURS INDEPENDANTS

8.4 ENTREPRISES TITULAIRES DES LOTS

8.4.1 OBLIGATION DE PPSPS

- Ce document est à établir et à fournir conformément aux dispositions de la nouvelle loi « Chantiers mobiles et temporaires ».
- Les différentes parties qui composent le PPSPS sont précisées ci-après.
- Le Plan particulier de sécurité représente un document évolutif à mettre systématiquement à jour pendant la réalisation des travaux, chaque fois qu'il sera nécessaire.
- Il devra être remis, dans les 30 jours qui suivront le début du délai d'exécution, au maître d'oeuvre et au coordonnateur, qui disposeront de 15 jours calendaires pour remettre leurs observations.
- Les sous-traitants disposeront de 30 jours à compter de la réception du contrat signé par les entreprises pour établir leur P.P.S.P.S. Ce délai est ramené à 8 jours pour les travaux du second oeuvre lorsqu'il s'agit d'une opération de bâtiment ou pour les lots ou travaux accessoires dans le cas d'une opération de génie civil, dès lors que ceux-ci n'entrent pas dans les prévisions de la liste prévue à l'article L 235.6 de la loi Chantiers mobiles et temporaires.
- Toutefois, pour des travaux ponctuels d'une durée de moins d'un mois et moins de 10 salariés un P.P.S.P.S. simplifié pourra être établi
- Les travaux ne peuvent débuter sans accord préalable du maître d'oeuvre et du coordonnateur sur le plan particulier de sécurité.
- **L'accord du coordonnateur ne transfère aucune des responsabilités de l'entreprise.**
Les entreprises ou sous- traitants qui auront débutés les travaux sans avoir réalisées d'inspection commune ou sans avoir remis de PPSPS se verront appliquées une pénalité de 250€

8.4.2 DEFINITION DU PPSPS

- Avant le début de son intervention, chaque entreprise, y compris les entreprises sous-traitantes, doit adresser au coordonnateur, avec copie simultanée, au maître d'oeuvre, son P.P.S.P.S.
- Le coordonnateur est tenu de communiquer à chacun des entrepreneurs appelés à intervenir sur le chantier dès la conclusion de son contrat, les noms et adresses des entrepreneurs contractants, et de transmettre, à chaque entrepreneur qui en fait la demande, les P.P.S.P.S. établis par les autres entrepreneurs.
- Le PPSPS du lot « gros oeuvre » est transmis aux corps d'état secondaires. Pour cela l'entreprise titulaire du lot « gros oeuvre » fournira autant d'exemplaires de son PPSPS que d'entreprises désignées.
- Le coordonnateur doit examiner les P.P.S.P.S., les harmoniser entre eux et les approuver, il vérifiera notamment que leur contenu comporte au moins les points suivants :

1°) Le P.P.S.P.S. mentionne les nom et adresse de l'entrepreneur ; il indique l'évolution prévisible de l'effectif sur le chantier ; il précise, le cas échéant, les noms et qualité de la personne chargée de diriger l'exécution des travaux.

2°) Le P.P.S.P.S. comporte obligatoirement et de manière détaillée :

2.1. Les dispositions en matière de secours et d'évacuation, et notamment :

a) les consignes à observer pour assurer les premiers secours aux victimes d'accidents et aux malades.

b) l'indication du nombre de travailleurs du chantier qui ont reçu l'instruction nécessaire pour donner les premiers secours en cas d'urgence.

c) l'indication du matériel médical existant sur le chantier.

d) les mesures prises pour assurer, dans les moindres détails, le transport dans un établissement hospitalier de toute victime d'accident semblant présenter des lésions graves lorsque ces dispositions sont prévues par le P.G.C.S.P.S. mention peut être faite du renvoi à ce plan.

2.2. Les mesures prises pour assurer l'hygiène des conditions de travail et celle des locaux destinés au personnel en application notamment des dispositions du décret n°65-58 du 8 janvier 1965, il mentionne pour chacune des installations prévues leur emplacement sur le chantier et leur date de mise en service prévisible.

3°) Le P.P.S.P.S. est adapté aux conditions spécifiques de l'intervention sur le chantier. A cet effet, outre la prise en compte des mesures de coordination générale décidées par le coordonnateur et l'énumération des installations de chantier et des matériels et dispositifs prévus pour la réalisation de l'opération, le plan mentionne, en les distinguant :

3.1. Les mesures spécifiques prises par l'entreprise destinées à prévenir les risques spécifiques découlant :

a) de l'exécution par d'autres entreprises de travaux dangereux pouvant avoir une incidence particulière sur la sécurité et la santé des travailleurs de l'entreprise ou du travailleur indépendant ;

b) des contraintes propres au chantier ou à son environnement, en particulier en matière de circulations ou d'activités d'exploitation particulièrement dangereuses ;

3.2. La description des travaux et des processus de travail de l'entreprise pouvant présenter des risques pour la sécurité et la santé des autres intervenants sur le chantier, notamment lorsqu'il s'agit de travaux comportant des risques particuliers tels que ceux énumérés sur la liste prévue à l'article L 235-6 du Code du travail ;

3.3. Les dispositions à prendre pour prévenir les risques pour la sécurité et la santé que peuvent encourir les salariés de l'entreprise lors de l'exécution de ses propres travaux.

- Lorsqu'il ressort du P.G.C.S.P.S. et de l'analyse préalable des risques menée par l'entreprise qu'une ou plusieurs des mesures mentionnées au 3° de cette annexe n'ont pas à être prises du fait de l'absence de risques, résultant en particulier de l'exécution de travaux figurant sur la liste prévue au 3.2. ci-dessus, l'entrepreneur en fait mention expresse sur le plan.

- Pour l'application des dispositions prévues, le P.P.S.P.S. :
 - Analyse de manière détaillée les procédés de construction et d'exécution ainsi que les modes opératoires retenus dès lors qu'ils ont une incidence particulière sur la santé et la sécurité des travailleurs occupés sur le chantier ;
- Définit les risques prévisibles liés aux :
 - modes opératoires,
- Il indique les mesures de protection collective ou, à défaut, individuelle, adoptées pour parer à ces risques ainsi que les conditions dans lesquelles sont contrôlées l'application de ces mesures et l'entretien des moyens matériels qui s'y rattachent.
- Il précise les mesures prises pour assurer la continuité des solutions de protection collective lorsque celles-ci requièrent une adaptation particulière.
- Le coordonnateur doit tenir à la disposition du médecin du travail ainsi que des membres des comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail ou, à défaut, des délégués du personnel les P.P.S.P.S. pour avis, **avant toute intervention sur le chantier**.
- Les entreprises visées à l'article R 238-34 du Code du travail fourniront une copie du bordereau d'envoi de leur P.P.S.P.S. à l'inspecteur du travail ou au fonctionnaire assimilé en application de l'article L 611-1 du Code du travail, au comité régional de l'Organisme Professionnel de Prévention du Bâtiment et des Travaux Publics et aux représentants des chefs des services de prévention des organismes de sécurité sociale compétents en matière de prévention des risques professionnels.
- Un exemplaire à jour des P.P.S.P.S est tenu disponible en permanence sur le chantier. Sont joints, y compris pour les entrepreneurs non visés à l'alinéa précédent, les avis du médecin du travail ainsi que des membres des comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail ou, à défaut, des délégués du personnel.
- Les P.P.S.P.S. tenus sur le chantier peuvent être consultés par les membres du C.I.S.S.C.T., les membres du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail ou à défaut, les délégués du personnel, le médecin du travail, les représentants des chefs des services de prévention des organismes de sécurité sociale compétents en matière de prévention des risques professionnels et l'agent du comité de l'Organisme Professionnel de Prévention du Bâtiment et des Travaux Publics.

8.5 SOUS-TRAITANTS ET TRAVAILLEURS INDEPENDANTS

- Le titulaire du marché a l'obligation de remettre un exemplaire du PGC à ses sous-traitants, ainsi qu'un document précisant les mesures d'organisation générale qu'il a lui-même retenues en matière d'hygiène et de sécurité (ce peut être son propre PPSPS).
- Le sous-traitant est tenu aux mêmes obligations que l'entreprise titulaire du marché.
- Est considérée comme : - « sous-traitant » toute entreprise (ou travailleur indépendant) ayant une obligation de résultat : peut travailler seule

« locatier » toute entreprise ayant une obligation de moyens : doit obligatoirement travailler sous maîtrise de l'entreprise titulaire.

-

8.6 COOPERATION

- Les entreprises sont tenues d'assister à toutes les réunions auxquelles elles auront été invitées.
- Toutes les décisions prises en réunions de chantier seront appliquées par l'entreprise concernée.
- **Les entreprises n'appliquant pas les demandes de sécurité ou de nettoyage formulées par le CSPS ou la maîtrise d'œuvre se verront appliquées une pénalité de 250 € par remarque et de 500€ pour les mises en danger graves des salariés.**

9 ANNEXES**9.4 LISTE DES PERSONNELS AMENES A PENETRER SUR LE CHANTIER****LISTE DES PERSONNELS AMENES A PENETRER
SUR LE CHANTIER**

Entreprise :

Lot n°:

NOM	PRENOM	TEL. PERSONNE A CONTACTER	EMPLOYEUR	N° SECURITE SOCIALE

10**10.4 INTEGRATION DU RISQUE EDIDEMIQUE**

L'OPPBTP à éditer un guide de préconisations de sécurité sanitaire pour la continuité des activités de la construction. Chaque entreprise devra nommer un responsable Covid 19 et adopter les mesures de prévention protégeant la santé de ses collaborateurs.

Chaque entreprise devra donc :

- **Avertir la maîtrise d'ouvrage et d'œuvre et CSPS de sa possibilité d'intervention (moyens humains, matériaux,...). Et se tenir au planning du maître d'œuvre .**
- Analyser les tâches et risques spécifiques de chaque intervention, élaborer une méthodologie écrite du mode d'intervention en additif au PPSPS .

Exemple :

Transport du personnel, nettoyage des outils, port des gants et masques, nettoyage régulier de mains, procédures d'accès aux sanitaires, réfectoire, tâche obligeant à une promiscuité ou à échanges d'objets. Conduite à tenir dans les circulations ou escaliers. Procédure de déshabillage pour éviter la contamination des proches....

- Avertir ses salariés des procédures à suivre par des ¼ d'heure sécurité
- Fournir à ses salariés le matériel et consommable, indispensable au respect des gestes barrières(à minima, gants , masques de protection, gel, lingettes désinfectantes).
- Avertir la MO, MOA, CSPS en cas de déclaration d'un cas de covid dans les équipes.
- Evidemment vérifier sur le chantier par un passage régulier de l'encadrement la bonne prise en compte des gestes barrière et des procédure d'éloignement sur le chantier.
(Y compris pour vos sous-traitants).

Il est également indispensable que le titulaire de la base de vie s'assure de la bonne marche des installations de chantier et du nettoyage et de la désinfection et du dimensionnement de celle-ci. (Capacité nominale divisée par 2).

Evidemment le maître d'œuvre et le CSPS veilleront à éviter toute coactivité inter-lots dans les mêmes espaces de travail durant la période de pandémie.

Affiches à fournir et à commenter aux équipes

COVID-19

CORONAVIRUS, SE LAVER LES MAINS POUR SE PROTÉGER DANS L'ATELIER ET SUR LE CHANTIER DU BTP

✓ Étape 1



Rincez-vous bien
les mains

✓ Étape 2



Utilisez
du savon

✓ Étape 3



Frottez pendant
30 secondes

✓ Étape 3



Nettoyez la zone
entre vos doigts

✓ Étape 3



Nettoyez également
vos ongles

✓ Étape 4



Rincez-vous bien
les mains

(Conseils à afficher près des points d'eau)

OPFBTP
Organisme Professionnel de Prévention
du Bâtiment et des Travaux Publics

Version à jour au 24/03 – Ces éléments sont mis à jour régulièrement
sur le site www.preventionbtp.fr


preventionbtpdirect.fr